

BRENNUS 4.0

LETTRE D'INFORMATION DU CENTRE
DE DOCTRINE ET D'ENSEIGNEMENT
DU COMMANDEMENT

AVRIL 2019

Munich Security Conference 2019 : la « fin de l'ordre mondial libéral » ?

Par Monsieur Benjamin HAMM,
chercheur associé au pôle études et prospective du CDEC



Du 15 au 17 février s'est tenue la Conférence de Munich sur la Sécurité (MSC), considérée comme le « baromètre » annuel de l'état des relations internationales¹. Cette édition, qui a atteint des records d'affluence, malgré l'absence remarquable de plusieurs chefs d'État, aura laissé apparaître des fractures d'une ampleur inédite depuis la fin de la Guerre froide. En effet, plusieurs médias l'ont qualifiée avec dérision de « conférence sur l'insécurité internationale »² ou de « requiem pour l'Ouest »³, en référence à la discorde croissante entre l'Europe et l'administration américaine, mais aussi aux velléités déstabilisatrices russes et chinoises.

De tels sujets de relations internationales n'ont cependant pas toujours été traités lors de la MSC. Organisée pour la première fois en 1963, elle réunissait alors l'Allemagne et les membres de l'OTAN, et les débats tournaient essentiellement autour de la coopération militaire germano-

américaine. Peu à peu, la conférence s'est ouverte aux autres pays, si bien qu'elle accueille aujourd'hui la plupart des nations, y compris la Chine, la Russie ou encore l'Iran. Accompagnant cette ouverture progressive aux États tiers, les sujets traités lors de ces réunions se sont également diversifiés, s'élargissant désormais à tous les sujets de politique extérieure, dont le commerce ou le climat, sans toutefois dévier de sa thématique principale, la sécurité internationale.

Cette édition, qui s'est déroulée au célèbre hôtel *Bayerischer Hof*, était, comme chaque année depuis 2008, présidée par Wolfgang Ischinger, ancien ambassadeur allemand à Londres et Washington. Son allocution d'ouverture a très rapidement annoncé la tension des débats à venir puisqu'il s'est interrogé sur la « fin d'une ère », celle d'un « ordre mondial libéral tombant en morceaux » et les prémices d'un « nouvel âge politique ».

¹ Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en réponse à une question sur la Conférence de Munich sur la sécurité, à l'Assemblée nationale le 20 février 2019.

À retrouver ici : <http://discours.vie-publique.fr/notices/193000394.html>

² M. Karnitschnig et D. Herszenhorn, « Munich Insecurity Conference », Politico.eu, 16 février 2019, à retrouver ici : <https://www.politico.eu/article/munich-security-conference-angela-merkel-mike-pence/>

³ R. Cohen, « Munich or a Requiem for the West », New York Times.com, 15 février 2019, à retrouver ici : <https://www.nytimes.com/2019/02/15/opinion/munich-trump-europe-iran.html>



Si l'an dernier, les tensions s'étaient cristallisées autour de la passe d'armes entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, c'est cette fois l'alliance transatlantique, et plus précisément sa mise à mal, qui a suscité le plus de réactions. En effet, un échange particulièrement vif entre la chancelière allemande, Angela Merkel, et le vice-président américain, Mike Pence, a laissé apparaître une « discordance croissante entre l'Allemagne et les USA », selon la presse allemande⁴, bien qu'elle ne soit qu'une estocade de plus depuis le sommet du G7 à Taormine en Sicile⁵.

Plus généralement, cet échange a montré l'isolement grandissant « de l'administration américaine par rapport à ses alliés »⁶ européens sur trois sujets principaux. Premièrement, la contribution des nations européennes à l'OTAN, le vice-président américain déclarant que « beaucoup de nos alliés de l'OTAN doivent encore faire davantage », ce que la chancelière allemande a réfuté en déclarant que l'Allemagne « remplit sa part du contrat ». Bien qu'elle n'entende consacrer que 1,5 % (alors que l'OTAN préconise 2 % depuis le Sommet de Newport en 2014) de son PIB aux dépenses militaires d'ici 2024⁷. L'Allemagne contribue grandement aux opérations otaniennes, a tenu à rappeler la chancelière alle-

mande⁸. De plus, la ministre allemande de la Défense, Ursula Von der Leyen, avait rappelé auparavant la primauté de l'OTAN, « premier choix pour [la] sécurité » allemande et a appelé de ses vœux l'émergence de « capacités européennes communes » à mettre « directement au service de l'OTAN », démontrant l'attachement allemand à l'alliance transatlantique.

Deuxièmement, la chancelière allemande a fustigé les demandes américaines de sortie de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA). Selon elle, ce retrait ne participerait pas du contingentement des effets potentiellement dangereux de la politique iranienne. De même, la chancelière a exprimé son regret quant au retrait américain « soudain

et rapide » du théâtre syrien qui donnerait l'occasion à Moscou et Téhéran d'accroître leur influence sur la région. Ainsi, c'est bien l'unilatéralisme de l'administration Trump à l'égard du Proche et Moyen-Orient qui a été le pilier des critiques allemandes, extrêmement bien accueillies par le public.

Enfin, la chancelière allemande et sa ministre de la Défense ont toutes deux salué la réaction commune otanienne à la suite de la regrettable suspension russe du traité russo-américain sur les Forces nucléaires intermédiaires (FNI), signe, selon elles, que « la communauté fait la force ». Dans un contexte de frictions grandissantes en matière de climat, de commerce, et de politique extérieure, l'OTAN semble donc être un des derniers bastions de la relation transatlantique⁹.

De son côté, le vice-président américain, à la tête de la plus grande délégation américaine de l'histoire de la MSC, a critiqué l'achat, par certains alliés, de matériels russes¹⁰, déclarant que « [les USA] ne peuvent assurer la défense de l'Ouest si [les] alliés accroissent leur dépendance à l'égard de l'Est ». Mike Pence avait déjà dénoncé la veille à Varsovie le projet de pipeline germano-russe *Nord Stream 2*, qui contribuera à renforcer la dépendance gazière allemande vis-à-vis de la Russie.

⁴ Une du quotidien allemand *Die Welt* du 18 février 2019.

⁵ S'exprimant le lendemain de la réunion des chefs d'État du G7, Merkel avait déclaré « quasiment révolue » l'époque « où nous pouvions compter les uns sur les autres » en référence aux États-Unis et à l'Accord de Paris.

⁶ Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, voir *infra*.

⁷ Cela représenterait une hausse de 80 % sur la période 2014-2024. Néanmoins, d'après la presse allemande, les prévisions du ministère allemand des Finances reverraient cette croissance à la baisse, la stabilisant à 1,3 % du PIB.

⁸ L'Allemagne est nation-cadre du dispositif de réassurance otanien en Lituanie (Enhanced Forward Presence) et a pris le commandement annuel de la *Very High Readiness Joint Task Force* (VJTF), brigade multinationale de 8000 personnels et fer de lance de la force de réaction de l'OTAN (*Nato Response Force*).

⁹ Moins optimiste, l'amiral James Stavridis (2s), ancien *Supreme Allied Commander Europe* (SACEUR), a exprimé ses doutes en marge de la conférence. Il aurait notamment déclaré à Politico (voir 2) que l'OTAN était « paralysée en matière de guerre hybride », le domaine où l'alliance ne peut pourtant « le moins se le permettre ».

¹⁰ Mike Pence fait ici vraisemblablement référence au système de défense antiaérienne russe S400, en cours d'acquisition par la Turquie. Nonobstant les problématiques liées à l'interopérabilité, cet achat pourrait poser un problème de sécurisation des signatures électroniques des matériels otaniens, notamment des F35.



S'exprimant sur les accords russo-américains de non-prolifération, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a déclaré regretter que l'administration Trump ne veuille pas de « consultation exhaustive » sur le traité *New START* sur la réduction des armements stratégiques. En effet, la Russie aurait proposé la prolongation jusqu'en 2026 du traité *New START*,

qui expirera en 2021 après être entré en vigueur en 2011, proposition qui n'aurait pas reçu de réponse au moment de son discours.

En outre, il convient de mentionner les déclarations du représentant chinois, Yang Jienchi, membre du Politburo et directeur du bureau des Affaires extérieures. Ce dernier a rappelé le soutien de son pays au multilatéralisme incarné par l'Union européenne. Le diplomate chinois a également rejeté les accusations d'espionnage que le renseignement chinois préparerait *via* les téléphones de la marque *Huawei*. Enfin, rappelons la remise du prix « Ewald von Kleist » pour la paix aux dirigeants grec et macédonien, Alexis Tsipras et Zoran Zaev, pour leur participation à la résolution du conflit sur le nom de la Macédoine du Nord et à son accession future au sein de l'OTAN.

Ainsi, cette édition 2019 de la Conférence de Munich pour la Sécurité, dont le thème était « qui en récupérera les miettes ? », aura mis en lumière l'effritement progressif de l'ordre international et la mutation en cours du concept de multilatéralisme tel qu'on le connaissait jusqu'à présent. L'époque post-Guerre froide de l'Occident récoltant les dividendes de la paix semble bel et bien révolue.